

Culture et développement. Ressources, savoirs et savoir-faire locaux

Ahmed Skounti

Entretien réalisé par Mohamed Aït-Hamza

Ahmed Skounti, titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) de Paris, est enseignant-chercheur à l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP) et professeur associé à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech. Il est expert consultant de l'UNESCO sur les questions liées à la Convention du patrimoine mondial (1972) et à la Convention du patrimoine culturel immatériel (2003). Il a notamment participé à la rédaction de cette dernière et représente le Maroc aux sessions des comités intergouvernementaux des deux conventions depuis 1998 pour la première et 2007 pour la seconde. Il a plusieurs publications dans les domaines du patrimoine, de l'anthropologie, de l'art rupestre, de l'écriture et de la littérature amazighes.

Que signifie pour vous le concept culture dans sa relation avec les ressources, les savoirs et les savoir-faire locaux ?

La notion de culture, au sens où on l'entend aujourd'hui, est toute récente au Maroc. Une histoire de la notion de culture reste donc entièrement à écrire. La culture a longtemps été perçue, au Maroc, comme un produit, sinon de luxe du moins d'une petite minorité disposant de temps pour réfléchir aux choses du monde et de la vie. L'équivalent en arabe est d'ailleurs *thaqafa*, terme polysémique qui réfère à l'apprentissage, à l'intelligence, à l'éducation et à la civilité, toutes choses propres à des personnes disponibles et aisées ou entretenues par la communauté ou par le prince. Il y a également une certaine idée d'élévation de l'esprit au-dessus des choses matérielles de la vie. Or, une acception anthropologique de la culture en donne une tout autre définition. Il s'agit de l'ensemble des productions matérielles et immatérielles d'une société, qu'elles soient modestes ou élaborées. L'un des néologismes amazighes qui ont été proposés pour dire le mot culture est *idls* ⵉⵏⵏⵓⵙ, avec cette idée de jeunes pousses de céréales ou de végétation. Il est au plus près de cette idée de culture au sens pratique. Le mot *tussna* ⵜⵓⵙⵏⵏⵓⵙ, plus intellectuel, a finalement été consacré, par exemple dans la dénomination de l'Institut Royal de la Culture Amazighe. Cet ensemble qu'est la culture est à la fois universel, dynamique et, d'une certaine manière, transcendant. Universel parce qu'il n'existe pas de société sans culture ; dynamique parce que les cultures changent constamment ; transcendant car une partie de la culture, du moins, nous est inculquée dès la prime enfance et nous nous y conformons sans nous en rendre compte. Cet ensemble met en rapport les générations : il comprend des choses et/ou

des éléments hérités, acquis, produits, réunis ou transmis. Nous baignons ainsi quotidiennement, à tout moment, dans la culture sans nous en rendre compte. Les événements culturels d'aujourd'hui, plus ou moins institutionnalisés, n'en forment qu'une partie. La culture aujourd'hui, au sens anthropologique, est donc en rapport direct ou indirect avec un environnement, réel ou virtuel, des ressources, tangibles ou intangibles, des savoirs et des savoir-faire partagés totalement ou partiellement. L'inventaire des ressources de cet environnement est important à conduire. Hélas, il montre souvent qu'elles font l'objet d'un consumérisme effréné, d'une déperdition incontrôlée, mettant en péril la viabilité de la vie pour les futures générations. L'inventaire doit être élargi aux savoirs et savoir-faire qui ont été accumulés tout au long des millénaires et des siècles passés. Ils concernent la vie et la mort, les rapports entre les humains et leur milieu, avec leurs semblables, proches et lointains. Ils concernent également la transformation de l'environnement et de ses ressources pour s'abriter, se vêtir, se nourrir, se désaltérer, se reproduire, échanger et s'affronter. Tout cela fait partie de la culture. Chaque société a élaboré une façon particulière d'agencer des choses et des éléments. Aujourd'hui, les savoir-faire locaux sont mis à mal parce que des savoir-faire technologiques autrement plus puissants leur font concurrence. Ils ne peuvent continuer à exister que s'ils sont pris en charge de manière consciente dans des cadres formels ou non formels renforcés de transmission. Les jeunes qui passent par l'école ne les connaissent pas, à moins de les programmer dans les centres de formation professionnelle. Un exemple : le métier de berger est menacé. Son savoir-faire doit être documenté pour être inclus à un avenir proche dans un cursus formel de transmission. La notion de « local » est en train de changer depuis près d'une décennie. La dimension globale induite par le virtuel doit être prise en compte. On parle aujourd'hui davantage de glocalisation que de globalisation.

D'aucuns considèrent la culture comme levier du développement durable. Que pensez-vous de cette conception ?

La culture peut être un levier de développement durable de deux manières complémentaires. La première, par sa contribution au PNB d'un pays, est quantitative. Cette estimation n'a jamais été faite de manière exhaustive au Maroc. On ne sait pas dans quel ordre de grandeur la culture contribue au développement de l'ensemble du pays, des régions et des communes urbaines et rurales. Il s'agit, par exemple, de réunir toutes sortes de données quantitatives et qualitatives pour avoir une estimation de la contribution de la culture au sens large au développement. Prenons une ville comme Marrakech : cela concerne les recettes générées par les monuments historiques et les musées ouverts au public mais aussi l'appui des pouvoirs publics aux activités culturelles en subventionnant les associations, en facilitant la création d'entreprises privées qui génèrent des emplois dans toutes sortes de domaines de la culture, etc. Sans compter les bénéfices indirects que sont les boutiques ouvertes (un peu de manière anarchique d'ailleurs) à proximité des monuments et des musées, l'attractivité difficile à estimer de la Place Jamaâ El Fna, les emplois fixes et saisonniers et l'impact économique des

festivals, entre autres. Il existe donc un moyen de se livrer à une évaluation économique de la culture à Marrakech comme ailleurs. Et à partir du moment où on a fait cette estimation, on aura une idée plus ou moins précise sur les possibilités d'amélioration, le nombre approximatif de postes existants ou à créer, les besoins en termes d'infrastructures et d'équipements, de formation ou de formation continue, etc. La deuxième manière est qualitative. Elle se résume en une assertion simple : plus et mieux on sait d'où l'on vient (y compris au sens géographique), plus et mieux on sait où l'on va. Des individus ayant une bonne connaissance de leur culture et s'y sentant à l'aise sont à même de contribuer à leur épanouissement personnel et, partant, à celui de leur milieu immédiat et de leur pays dans son ensemble. Etre à l'aise dans sa culture y compris en ce que cette culture laisse aux individus le droit de la critiquer, d'en sortir pour mieux y revenir.

Durant votre expérience du terrain, vous avez, sans doute, observé des manifestations vivaces du savoir-faire local ; lesquelles ont le plus attiré votre attention ?

Je suis émerveillé par la créativité des artisans (même si je n'aime pas beaucoup le mot artisanat qui est en vérité une industrie). Dans le haut Ghéris (Haut-Atlas oriental) où je suis né, j'ai pu voir des métiers qui se sont adaptés pour ne pas disparaître : des *imziln* ⵏⵉⵎⵉⵔⵉⵏ ou feronniers qui se sont transformés en mécaniciens, réparant les camions qui s'usaient sur la piste récemment goudronnée de la vallée. Par contre, les fabricants de pilons de pierre polis du village d'à côté, qui perpétuaient un savoir-faire qui remonte au néolithique, ont quasiment renoncé aujourd'hui à leur métier. Ces pilons, difficiles à fabriquer mais d'une réelle beauté, servent encore aujourd'hui à broyer les noyaux de dattes comme aliment pour le bétail. Les maîtres pilonneurs du petit village d'Aït Lhami alimentaient de leur production l'ensemble du Sud-Est. Paul Pascon en avait rendu compte dans un article succinct au lendemain de l'Indépendance. A Marrakech, on ne peut ne pas s'émerveiller devant tant de créativité des artisans à laquelle les politiques publiques, la rénovation des maisons de la médina et la demande ont insufflé une seconde vie : objets d'ameublement, objets usuels, objets de décoration, tous ont fait leur mue pour se mettre au goût du jour. Je pense, par exemple, à ces miroirs fabriqués avec des cadres en caoutchouc. Car la créativité, c'est aussi le recyclage, un métier vieux comme l'humain. Ce que l'on peut regretter est que cela ne soit pas accompagné de recherches de terrain pour documenter les transformations et comprendre leur orientation et leur signification. On parle souvent d'authenticité comme s'il s'agissait d'une potion intacte logée quelque part au fin fond de la culture. Ceux qui comprennent le vrai sens de l'authenticité sont ces maîtres artisans qui, lorsqu'ils sont reconnus, accompagnés, encouragés, se livrent toujours à la récréation.

Comment, à votre avis, peut-on valoriser les savoirs et les savoir-faire locaux amazighes et les capitaliser pour un développement durable efficient ?

C'est exactement à cette question que s'attaque aujourd'hui la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* adoptée par l'UNESCO en 2003. Etant l'un de ses rédacteurs et impliqué aujourd'hui dans sa mise en oeuvre, je conçois parfaitement la portée d'un tel instrument normatif international. Le Maroc a ratifié cette convention en 2006. Elle lui offre un cadre idoine pour sauvegarder des savoirs et des savoir-faire, à la fois ceux encore pratiqués ou ceux mis à rude épreuve par toutes sortes de concurrences. Un premier pas vers la sauvegarde des savoirs et savoir-faire est un inventaire systématique, un recensement qui puisse renseigner à la fois sur l'étendue des savoirs et savoir-faire à l'échelle des régions et au niveau national ainsi que sur celle des menaces qui pèsent sur un certain nombre d'entre eux. Ensuite, il faut s'attaquer à la sauvegarde. On s'aperçoit assez souvent aujourd'hui que les procédés, les cadres et les méthodes de transmission traditionnels sont fragilisés, mettant en difficulté la passation de savoirs et de savoir-faire aux générations actuelles et futures. Par exemple, comment un puisatier peut-il aujourd'hui transmettre son savoir et savoir-faire ? Comment un potier ou une tisseuse peuvent-ils passer leur savoir et savoir-faire à de plus jeunes ? Comment s'expliquer que les conservatoires de musique n'enseignent pas les genres dits « populaires » ou « folkloriques » de la musique ? Qu'un instrument comme le luth du Moyen-Atlas ⵎⵓⵏⵓⵏⵓ ne soit pas au programme ? Afin de garantir cette continuité, il faut prendre en charge autrement ces savoirs et savoir-faire en les introduisant dans des cadres formels d'apprentissage de type professionnel. Il en va de même pour tous les autres domaines abandonnés à leur sort faute d'une vision holistique de la culture. Ensuite, il importe de reconnaître les détenteurs de ces savoirs et ces savoir-faire. Dans le cadre du programme *Le patrimoine culturel et les industries créatives comme vecteur de développement au Maroc (2008-2012)*, mis en place par le gouvernement et le système des Nations Unies, j'ai coordonné en 2010 la préparation d'une étude sur la mise en place d'un système de Trésors humains vivants dans notre pays. Ce système, originaire du Japon et adopté par de nombreux pays à l'invitation de l'UNESCO, permet de reconnaître des détenteurs de savoirs et savoir-faire et de les faire bénéficier de droits (couverture médicale, retraite, allocation périodique...) en contrepartie d'enseigner leur savoir et/ou savoir-faire à un ou des jeunes apprentis. L'étude est prête depuis bientôt deux ans. Elle comprend un projet de loi, un mécanisme institutionnel et un scénario de financement. Si elle est mise en oeuvre, elle pourrait donner davantage de visibilité aux savoirs et savoir-faire que l'on range aujourd'hui dans le vaste domaine du patrimoine culturel immatériel.